

## Étude d'impact des dispositifs armées-jeunesse en Europe

### Problématique et enjeux soulevés

Le groupe de travail n° 1 porte son étude sur **les dispositifs qui favorisent le lien armées-jeunesse en Europe**. Il cible les programmes ou les activités ayant vocation à renforcer la compréhension, et ce faisant la confiance, entre les jeunes d'un État et leurs armées. Plus précisément, le groupe s'attache à l'étude des programmes et actions qui n'ont pas pour vocation le recrutement ou la titularisation de leurs bénéficiaires au sein des armées. Cette démarche comparative a pour objectif d'identifier des bonnes pratiques et les éventuelles sources d'enrichissement des dispositifs existants en France.

Une première phase a conduit à l'identification et à l'analyse des dispositifs existants dans 31 pays européens (UE + AELE), hors France. Quinze programmes ou activités ont été décortiqués en profondeur sur la base d'information issues de sources ouvertes (le plus souvent, les sites des ministères concernés).

**7 dispositifs ont été retenus pour leur potentiel d'inspiration** (originalité, impact, efficacité, partenariats) et facilité de transposition (coûts, etc.) dans le contexte national français. Ils ont fait l'objet de 7 fiches techniques individuelles simples. Les dispositifs concernés sont les suivants : les *jugendoffizer* en Allemagne, la préparation aux urgences au Danemark, la partenariat université-défense aux Pays-Bas, le dispositif de sensibilisation citoyenne par les enseignants au Portugal, les "cadets pour la journée" en Roumanie, les cadets au Royaume-Uni, l'agence de contingence civile en Suède.

Après ce panorama, le GT 4 a suggéré qu'à l'approche quantitative, succède une **approche qualitative dont l'enjeu est d'apprécier la qualité de l'impact des dispositifs sur les bénéficiaires**. En effet, l'analyse des dispositifs se fait souvent par le biais de leur ordonnateur / initiateur (les armées), plus rarement par le prisme de leurs bénéficiaires (les jeunes). Une deuxième phase s'est ouverte avec pour objectif une analyse approfondie des dispositifs identifiés **en donnant la parole aux jeunes** (questionnaire, entretien, création et analyse de données).

## Deux problématiques ont été retenues

1. Les dispositifs mis en œuvre pour animer le lien armée-jeunesse ont-ils réellement l'impact imaginé auprès des publics bénéficiaires ?
2. Quels sont les facteurs influençant la confiance des jeunes en leur armée s'ils n'ont pas ou peu été touchés par un dispositif établi à cet effet ?

## La méthode d'action choisie a consisté en

1. **réalisation d'un questionnaire unique et simple (20 questions max.** selon le parcours, adapté pour chacun) pour sonder auprès des jeunes de 14 à 29 ans leur appréciation de ces dispositifs
2. **traduction du questionnaire en 26 langues** pour son accessibilité tous publics
3. **diffusion « test »** du questionnaire pour affiner son appropriation
  - a. par la mobilisation par les représentants des associations membres de la CAJ des réseaux ou homologues européens de ces associations
  - b. par la participation de représentants des associations membres de la CAJ à des évènements pertinents (exemple : La Fabrique Défense)
  - c. par les ministères français concernés auprès de leurs homologues européens
4. analyse des résultats du questionnaire, avec l'appui des étudiants statisticiens de l'Université Paris Dauphine

**Après avoir réussi le test auprès d'un échantillon de plus de 100 jeunes en Europe, le GT recommande de :**

- 1. lancer une diffusion large et massive du questionnaire à travers des partenariats** avec des structures pertinentes sur les sujets (dont la contribution en analyse est souhaitée) dans les champs de la jeunesse (CNAJEP, INJEP, FFJ, Forum européen de la jeunesse), des affaires européennes (Institut J. Delors, Institut R. Schuman, K. Adenauer Stiftung, etc.), des questions de défense (IRIS, IFRI, Synopia). Une partie d'entre eux est déjà engagée et prête à être activée ;
- 2. d'organiser la restitution formelle des résultats** avec les partenaires engagés à l'occasion d'un évènement spécial, idéalement extérieur, par exemple dans le cadre de la dynamique Amiens, Capitale européenne de la jeunesse 2020 ;
- 3. mettre à disposition les données récoltées** auprès d'autres acteurs afin de permettre la poursuite des analyses.

**Les membres du GT soulignent enfin que cette démarche**

1. enrichit la compréhension des déterminants effectifs armées-jeunesse par des retours d'expériences concrets ;
2. implique les membres de la CAJ et les réseaux à l'échelle européenne ;
3. représente une démarche unique à forte plus-value pour la CAJ ;
4. contribue à son rayonnement en Europe.

Le questionnaire est accessible à l'adresse suivante :  
<https://www.defense.gouv.fr/caj>

### Les membres du groupe de travail n°1 (2019-2020)

**Président : Pierre ARLAUD (AGSF)**

**Vice-président : Steve PITOL (UNOR)**

**Rapporteurs : Camille QUEUDOT (J.IHEDN), Pascal JOBART (MENJS)**

**Animateur : LV (R) Raphaël GOUMOT**

Nicolas BONED (ACOMAR), Alain FOUGERIT (ACOMAR), Camille QUEUDOT (J.IHEDN), Lina KHALFALLAH (J.IHEDN), Béatrice BARRAUD (APEL), François ALEGRE de LA SOUJEOLE (Apprentis d'Auteuil), Louis COSTA de BEAUREGARD (Apprentis d'Auteuil), Emmanuel CAVANNA (MINARM/Armée de l'air et de l'espace), Emmanuel DESACHY (AGSE), Pascal FRIES (CGC), Alain BOUCHON (CNAPE), Antoine GRIMON (MINARM/COMTN), Luc PLESSIER (MINARM/COMTN), Didier JEANNEL (MINARM/DGA), Paul DO MOINHO (MINARM/DPMA), Arnaud PAPILLON (MINARM/DPMA), Hervé AUROY (MINARM/DRHAT), Raymond FROMONT (FCD), Charlotte MARTINONURO (FFJ), Daniel LE CAM (FSU), René BALLETTA (MINARM/MN), Pascal JOBART (MENJS), Cécile PLANTIER (ONACVG), Hervé SERRURIER (ONACVG), Charles du COUËDIC de KÉRÉRANT (UNOR), Matthieu LUTHIER (GEND), Philippe ANTONI (CSFM), Pierre-Yves THOMAS (CSFM)